



## **Débat "Le téléphone sonne" de France-Inter du 14 août 2012 sur "Doit-on redouter une nouvelle crise alimentaire mondiale?"<sup>1</sup>**

Commentaires de Jacques Berthelot (jacques.berthelot4@wanadoo.fr)  
<http://www.solidarite.asso.fr>, le 16 août 2012

Pour ce débat Philippe Lefebvre avait invité Mehdi Drisse, porte-parole de la FAO, Michel Portier, directeur d'Agritel (société de conseil sur les prix des matières premières agricoles), et Xavier Beulin, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et de Sofiproteol qui regroupe la filière française des oléo-protéagineux.

Les intervenants se sont mis d'accord pour imputer la flambée récente des prix du blé (+19% en juillet selon la FAO) et du maïs (+23%) à la sécheresse exceptionnelle ayant frappé les Etats-Unis, la plus forte depuis plus de 50 ans, et à un moindre degré aussi la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan, voire le retard de la mousson en Inde et le manque de pluie en Australie<sup>2</sup>. En fait le prix du maïs a flambé de 57% aux EU entre le 15 juin et le 10 août<sup>3</sup> et la hausse de l'indice mondial des prix alimentaires de la FAO a été de 6% en juillet.

On doit reconnaître que Xavier Beulin comme Mehdi Drisse ont souligné le manque de volonté politique des pays du G20 de mettre en oeuvre l'une de leurs recommandations du G20 agricole des 22 et 23 juin 2011, confirmé par le Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de Cannes en novembre sur les stocks de sécurité alimentaire. Ces deux intervenants ont souligné que les changements de politique agricole dans l'UE et aux EU ont supprimé les stocks publics, notamment les stocks d'intervention dans l'UE.

En fait le G20 s'est limité à reconnaître "*le rôle clé joué par le secteur privé, en particulier pour les données sur les stocks*"<sup>4</sup> en lui demandant de partager ses données avec les autorités publiques, et a recommandé d'établir un projet pilote de réserves alimentaires humanitaires en lien avec le PAM (Programme alimentaire mondial). Mais il ne faut pas se faire d'illusion sur la volonté du secteur privé à communiquer ses informations sur ses stocks puisqu'ils lui servent à spéculer pour valoriser au mieux les céréales détenues. Il n'y a pas d'autre alternative que d'avoir des stocks publics mais effectivement la volonté politique fait défaut, d'abord parce que cela représenterait un coût budgétaire important alors que les Etats membres de l'UE comme les EU n'arrivent pas à réduire leurs déficits budgétaires et qu'une raison majeure de la suppression des stocks d'intervention dans l'UE était précisément leur coût budgétaire.

Le projet de réserves alimentaires humanitaires qui a été établi en septembre 2011 porte sur l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo) et vise à mettre en place "*un stock de 67 000 tonnes de maïs, mil, sorgho et riz correspondant aux besoins des populations les plus vulnérables*

---

<sup>1</sup> <http://www.franceinter.fr/emission-le-telephone-sonne-doit-on-redouter-une-nouvelle-crise-alimentaire-mondiale>

<sup>2</sup> Plus de données en : <http://www.bloomberg.com/news/2012-08-08/global-food-reserves-falling-as-drought-wilts-crops-commodities.html>

<sup>3</sup> <http://www.bloomberg.com/news/2012-08-14/food-crisis-may-hit-us-very-soon-ifpri-s-fan-says.html>

<sup>4</sup> [http://www.amis-outlook.org/fileadmin/user\\_upload/amis/docs/2011-agriculture-plan-en.pdf](http://www.amis-outlook.org/fileadmin/user_upload/amis/docs/2011-agriculture-plan-en.pdf)

pendant 90 jours"<sup>5</sup>, les principaux "bénéficiaires" étant le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Sénégal. La répartition entre les céréales serait la suivante : de 20 à 25% pour le maïs, de 15 à 50% pour mil-sorgho et de 30 à 60% pour le riz. S'il ne doit pas y avoir de difficultés à acheter le mil et le sorgho dans la région, le maïs pourrait manquer et serait alors importé d'Afrique du Sud tandis que le riz, pour lequel la région est très déficitaire, serait importé d'Asie voire donné en aide alimentaire (sans doute par le Japon qui ne fait que réexporter le riz des EU qu'il est obligé d'importer, un riz que les Sahéliens n'aiment pas car il a souvent été stocké plusieurs années). D'autre part ce projet pilote coûterait 44,4 M\$ au départ plus 16,6 M\$ annuellement pour reconstituer le stock, reconstitution que les Etats membres (EM) de la CEDEAO bénéficiaires devront financer. En outre le coût de la constitution de la réserve initiale serait couvert par les EM de la CEDEAO et les donateurs extérieurs sans qu'aucun partage soit proposé et encore moins sans que des engagements soient pris. En réalité ce type de stocks régionaux sera impuissant à lutter contre la flambée des prix tant que les EU – qui sont "faiseurs des prix mondiaux" des grains – et que l'UE continueront à réduire leurs stocks céréaliers puisque la baisse de leurs stocks a même dépassé de 2005-06 à 2011-12 la baisse des stocks mondiaux, la Chine et l'Inde ayant augmenté les leurs (voir le fichier joint). Ce projet pour la CEDEAO ne sera qu'un projet d'aide alimentaire de plus, très coûteux et bureaucratique, qui ne s'attaquera en rien aux causes profondes du déficit céréalier récurrent qui a d'abord pour origine l'absence de protection à l'importation (droits de douane ridicules de 5% sauf de 10% pour le riz) alors que les céréales sont importées à des prix de fort dumping de l'UE et des EU compte tenu des aides directes perçues par les producteurs. Ensuite, au lieu de favoriser les importations de riz, il faudrait vulgariser des méthodes nouvelles de transformation des céréales locales, en en incorporant jusqu'à 50% dans le pain et en vulgarisant les tortillas de maïs et grandes galettes de mil et de manioc comme Solidarité l'a fait en 2011 au Sénégal (à Dakar, Tambacounda et Thiès)<sup>6</sup>.

Après cette digression revenons sur le débat de France Inter. A la question de Philippe Lefebvre et d'un auditeur sur le rôle des agrocarburants dans la flambée des prix Xavier Beulin s'est empressé de dire que cette question ne concerne ni la France ni l'UE qui consacrent très peu de céréales à l'éthanol alors que cette transformation génère beaucoup d'aliments du bétail (drèches). Michel Portier abonde en ce sens mais souligne que la question se pose vraiment aux EU même si les 120 Mt de maïs qui y sont consacrés [*en fait c'est 127 Mt*] génèrent aussi 35 Mt de drèches et il serait très difficile politiquement de supprimer les quelques 200 usines qui s'y consacrent. En réalité le volume des céréales de l'UE transformées en éthanol n'est pas négligeable : 10,5 Mt en 2011, 11,9 Mt attendus en 2012 et le pire est que la Commission européenne projette d'atteindre 30 Mt en 2020<sup>7</sup>! Philippe Lefebvre signale que la Confédération Paysanne vient de demander "*l'arrêt de la production des agrocarburants à base de céréales qui accentue la crise actuelle, comme le demande d'ailleurs les éleveurs américains et la FAO*"<sup>8</sup>. En réalité il était difficile d'attendre de Xavier Beulin une quelconque critique des agrocarburants car, au-delà de l'éthanol (qui provient aussi de betteraves sucrières), l'UE est leader mondial de la production de biodiesel, fait essentiellement à partir d'huile de colza dont Sofiprotéol est le principal acteur en France. Plus largement il est très peu crédible de penser que les EU, l'UE, le Brésil, l'Argentine, l'Indonésie et la Malaisie diminueront leur production d'agrocarburants puisqu'ils sont la première cause de la flambée du prix des céréales et oléagineux, ce qui enrichit considérablement leurs producteurs et accroît l'excédent de leur balance commerciale.

---

<sup>5</sup> [http://www.foodsecurityportal.org/sites/default/files/prepare\\_feasibility\\_proposal.pdf](http://www.foodsecurityportal.org/sites/default/files/prepare_feasibility_proposal.pdf)

<sup>6</sup> <http://www.solidarite.asso.fr/SENEGAL-Valoriser-les-cereales>

<sup>7</sup> [ec.europa.eu/agriculture/publi/caprep/prospects2011/fullrep\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/agriculture/publi/caprep/prospects2011/fullrep_en.pdf)

<sup>8</sup> [http://www.confederationpaysanne.fr/flambee-matieres-premieres-agricoles-eleveurs\\_73-actu\\_2332.php](http://www.confederationpaysanne.fr/flambee-matieres-premieres-agricoles-eleveurs_73-actu_2332.php)

A la question d'un auditeur sur l'impact de l'envolée des prix céréaliers sur l'agriculture française, Xavier Beulin répond que cela pénalise évidemment les éleveurs mais améliore la balance commerciale française puisque les deux tiers de la production sont exportés, moitié vers le reste de l'UE et moitié vers les pays tiers. Et si les prix élevés actuels sont évidemment bienvenus pour les céréaliers, ceux-ci ne sont pas à la merci d'un retournement de tendance des prix comme on l'a vu en 2009. Xavier Beulin souligne aussi l'insuffisant encadrement des marchés financiers mais il ne s'agit pas d'empêcher la spéculation commerciale, nécessaire pour vendre les céréales. Michel Portier abonde en disant que la faim dans le monde n'est pas née avec la spéculation qu'il faut certes contrôler mais sans confondre le malade avec le thermomètre. Pour lui la seule solution est la hausse de la production qui passe par plus d'investissements.

Pour Mehdi Drisse aussi la spéculation a toujours existé et, comme le cholestérol, il y a une bonne et une mauvaise spéculation. Il plaide pour interdire les restrictions à l'exportation alors qu'il est politiquement justifié qu'un pays privilégie la sécurité alimentaire de ses concitoyens avant celle du reste du monde, surtout lorsqu'il s'agit d'un pays en développement (PED) avec une forte proportion de pauvres, comme l'Inde par exemple. D'ailleurs si ces pays n'avaient pas restreint leurs exportations ils auraient dû en importer à un prix très supérieur pour satisfaire leurs besoins internes et cela n'aurait rien changé au niveau des prix mondiaux. Mehdi Drisse reconnaît que la nécessaire hausse de la production ne se fait pas parce que les pays occidentaux n'ont pas respecté leurs engagements pris au G8 à L'Aquila et Gleenagles (ils n'ont déboursé que 10% de leurs promesses), que les PED concernés n'ont pas d'argent et que l'investissement privé ne se fait pas.

Xavier Beulin revient sur la nécessité de réinstaurer des stocks publics dans l'UE et critique le démantèlement par l'UE des mesures de contrôle de l'offre sous prétexte que ce serait des mesures "distorsives des échanges" [*incidemment Xavier Beulin dit que ce sont des mesures de la "boîte bleue", ce qui montre son imparfaite maîtrise de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC*].

Pour conclure, la principale critique à faire à ce débat est que les causes essentielles des risques de nouvelles émeutes de la faim n'ont pas été évoquées : l'absence de souveraineté alimentaire des Etats en déficit alimentaire – c'est-à-dire la nécessité d'assurer une protection efficace à l'importation – et le dumping massif des exportations de l'UE et notamment de la France sur les céréales. Ainsi en 2006 les subventions totales aux 27,3 Mt de céréales exportées sur pays tiers par l'UE (dont 9,8 Mt incluses dans des produits transformés, dont farines et aliments du bétail) ont été de 2 milliards d'euros dont seulement 206 M€ de restitutions et 286 M€ d'aides internes non spécifiques. Même si les restitutions ont disparu depuis 2010 l'essentiel des subventions demeure, notamment les aides directes soi-disant découplées aux céréales depuis 2006 et camouflées dans les DPU (droits à paiement unique), de l'ordre de 350 € par hectare<sup>9</sup>, des aides injustifiables économiquement et socialement lorsque les prix des céréales flambent puisqu'elles avaient été accordées sur la base des faibles prix des années 2000 à 2002.

A cela s'ajoute le scandale de l'imposition par l'UE des APE (Accords de partenariat économique) aux pays ACP (où l'Afrique subsaharienne compte pour 94% de la population), qui obligeront ces pays à supprimer leurs droits de douane sur 80% de leurs importations venant de l'UE<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> [http://www.solidarite.asso.fr/IMG/pdf/Taux\\_de\\_dumping\\_des\\_cereales\\_de\\_l\\_UE\\_exportees\\_en\\_2006.pdf](http://www.solidarite.asso.fr/IMG/pdf/Taux_de_dumping_des_cereales_de_l_UE_exportees_en_2006.pdf)

<sup>10</sup> *Time is up to stop the EU-ACPs EPAs negotiations*, Solidarité, 25 June 2012,

[http://www.solidarite.asso.fr/IMG/pdf/Time\\_is\\_up\\_to\\_stop\\_the\\_EU-ACP\\_EPAs\\_negotiations\\_Solidarite\\_23\\_June\\_2012.pdf](http://www.solidarite.asso.fr/IMG/pdf/Time_is_up_to_stop_the_EU-ACP_EPAs_negotiations_Solidarite_23_June_2012.pdf)